

Encadré 1 :

## L'ENQUÊTE SUR LE COMPORTEMENT FINANCIER ET DE CONSOMMATION DES MÉNAGES FRONTALIERS : RÉSULTATS PRINCIPAUX DE LA TROISIÈME VAGUE

Cet encadré présente les principaux résultats de la troisième vague de l'enquête sur le comportement financier et de consommation des ménages frontaliers (XB-HFCS), dont au moins un membre travaille au Luxembourg. Cette édition a été conduite en 2018 par la Banque centrale du Luxembourg (BCL) en collaboration avec le *Luxembourg Institute of Socio-Economic Research* (LISER). L'objectif de cette enquête est de recueillir des informations détaillées sur la situation économique des ménages des travailleurs frontaliers, qui représentaient presque 50 % de l'emploi salarié au Luxembourg en 2018.

Les travailleurs frontaliers contribuent de manière substantielle à l'économie luxembourgeoise, en termes de production, de consommation et de recettes fiscales. Toutefois, cette population n'est que partiellement couverte par les statistiques officielles. Pour cette raison, la BCL conduit régulièrement l'enquête XB-HFCS qui recueille des informations détaillées sur les actifs, passifs et revenus des ménages des travailleurs frontaliers, ainsi que sur leurs attitudes, attentes et projets futurs. Afin de permettre des comparaisons avec les résidents au Luxembourg, le questionnaire a été conçu sur base de l'enquête LU-HFCS sur le comportement financier et de consommation des ménages résidant au Luxembourg.

Le tableau 1 détaille les **principales caractéristiques** des travailleurs frontaliers et de leurs ménages. Celles-ci sont restées relativement inchangées entre 2014 et 2018. Les frontaliers résident généralement dans leur pays de naissance. La plupart d'entre eux vivent avec un partenaire. Ils disposent souvent d'un niveau de formation élevé et sont généralement employés dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée. Par rapport aux ménages des employés résidant au Luxembourg, les frontaliers sont légèrement plus jeunes en moyenne.

Tableau 1 :

### Caractéristiques générales du ménage selon le pays de résidence

CARACTÉRISTIQUES	TRAVAILLEURS FRONTALIERS				TRAVAILLEURS RÉSIDENTS		
	BELGIQUE	FRANCE	ALLEMAGNE	TOTAL	NATIFS	ETRANGERS	TOTAL
<b>Général</b>							
Age moyen	41,4	41,0	43,1	41,6	44,1	43,6	43,8
Taille du ménage	3,0	2,8	2,8	2,9	2,7	2,8	2,8
Résidant dans leur pays natal (%)	85,7	89,6	87,5	88,2	100,0	0,0	41,8
Temps moyen de trajet vers le lieu de travail (minutes)	51,0	55,0	49,0	53,0	23,2	26,9	25,3
Contrat en CDI (%)	97,5	96,4	98,1	97,1	94,9	93,5	94,1
<b>État civil (%)</b>							
Célibataire	22,7	27,4	23,4	25,3	37,4	27,3	31,5
En couple	69,4	64,4	66,2	66,0	49,8	56,5	53,7
Divorcé(e)	7,7	7,7	10,2	8,3	10,4	14,2	12,6
Veuf/veuve	0,3	0,5	0,3	0,4	2,4	2,0	2,1
<b>Education (%)</b>							
Primaire ou secondaire inférieur	10,7	3,4	20,4	9,5	11,5	26,1	20,0
Secondaire supérieur	29,5	45,6	45,4	41,7	51,8	26,4	37,0
Universitaire	59,8	51,0	34,3	48,8	36,7	47,5	43,0
<b>Résidence et propriété (%)</b>							
Pleine propriété	45,3	55,9	29,7	46,7	40,4	21,5	29,4
Propriétaires avec une dette hypothécaire	35,8	21,1	41,5	29,8	44,7	30,2	36,3
Locataires ou autres	18,9	23,0	28,8	23,5	15,0	48,2	34,3

\*Ce tableau présente les informations fournies par le représentant du ménage.

Source : Calculs BCL basés sur la 3<sup>e</sup> vague de la XB-HFCS et LU-HFCS. Les données sont pondérées et à imputations multiples.

Par ailleurs, les frontaliers sont moins nombreux à travailler dans le secteur public au Luxembourg. Entre 2014 et 2018, les principaux secteurs d'emploi sont toujours i) les activités financières et d'assurance, ii) le commerce, transports, hôtels, restaurants et cafés, iii) l'industrie (y compris énergie) et iv) la construction. En 2018, la voiture personnelle restait le principal moyen de transport pour se rendre au travail. Le temps moyen de déplacement (aller simple) était de 53 minutes en 2018, soit une augmentation de 7 minutes par rapport à 2014.

Pour cette troisième vague, l'enquête s'est intéressée pour la première fois à la mobilité résidentielle. Environ 10 % des ménages des travailleurs frontaliers ont déjà vécu au Luxembourg. Comme indiqué dans le tableau 2, ils l'ont généralement quitté pour rentrer dans leur pays de naissance, tout en conservant leur emploi à Luxembourg. Parmi les ménages frontaliers dont la personne de référence est née au Luxembourg, l'Allemagne était le pays de résidence le plus choisi.

Tableau 2 :

**Mobilité résidentielle des ménages frontaliers qui ont déjà vécu au Luxembourg**  
(pourcentage)

ORIGINE / RÉSIDENCE	BELGIQUE	FRANCE	ALLEMAGNE
Belgique	66,6	7,7	1,2
France	7,0	65,0	0,5
Allemagne	3,8	0,3	39,4
Luxembourg	12,7	10,2	55,0
Autres pays	9,9	16,8	4,0

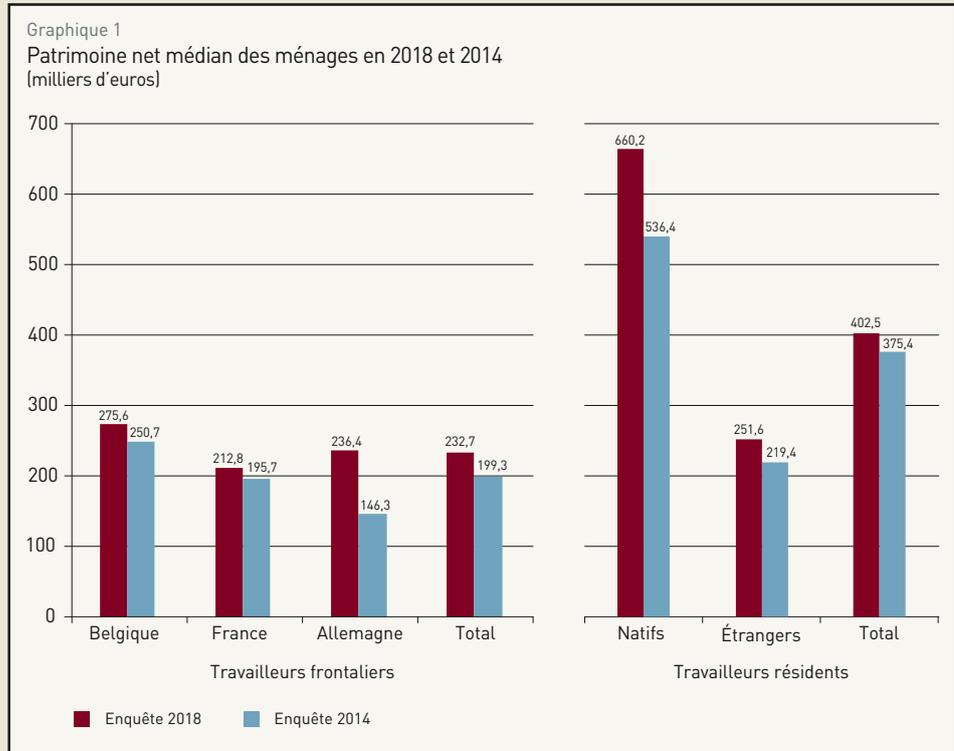
Source : Calculs BCL basés sur la 3<sup>e</sup> vague de la XB-HFCS. Les données sont pondérées et à imputations multiples

Selon les résultats de l'enquête, le prix de l'immobilier ainsi que le coût de la vie au Luxembourg étaient les deux principales raisons avancées pour le déménagement à l'étranger. En moyenne, les frontaliers ayant déjà vécu au Luxembourg percevaient un revenu brut inférieur à celui des ménages des salariés résidant au Luxembourg. Cela pourrait signifier que seuls les ménages disposant d'un plus haut revenu peuvent acheter une propriété à Luxembourg, les autres déménageant de l'autre côté de la frontière. Le patrimoine net médian des ménages ayant déménagé à l'étranger était également inférieur à celui des ménages des employés résidant au Luxembourg.

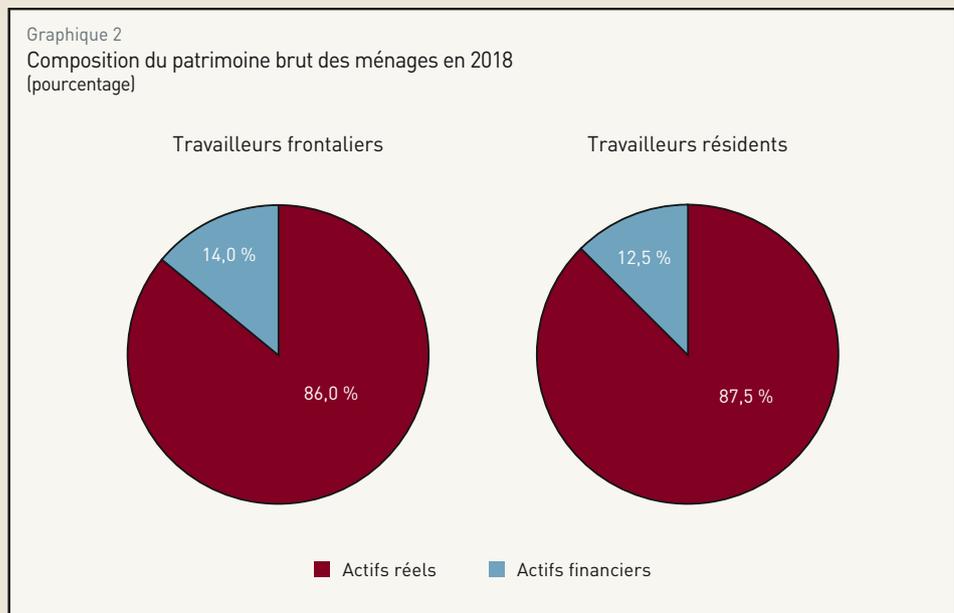
En comparant les ménages des frontaliers par pays de résidence (graphique 1), le **patrimoine net médian** des frontaliers résidant en Belgique (275 600 euros) était légèrement supérieur à celui des frontaliers résidant en France (212 800 euros) et en l'Allemagne (236 400 euros). Entre 2014 et 2018, les frontaliers résidant en Allemagne ont connu la plus forte progression de leur patrimoine net médian (62 %), du fait d'une augmentation importante du taux de propriété et de la valeur médiane de leur résidence principale (18 %). En 2018, le patrimoine net médian était plus élevé parmi les ménages des employés résidant au Luxembourg dont la personne de référence est née au Luxembourg (660 200 euros), ce qui reflète leur taux élevé d'accession à la propriété ainsi qu'un prix moyen de l'immobilier plus élevé au Luxembourg. Le patrimoine net médian des ménages frontaliers était comparable à celui des ménages des employés résidant au Luxembourg dont la personne de référence est née à l'étranger.

La composition du patrimoine des ménages frontaliers et des ménages résidents était similaire. Les actifs réels (comprenant les biens immobiliers) sont restés la composante la plus importante (graphique 2).

En moyenne, les frontaliers étaient plus susceptibles d'être **propriétaires** de leur résidence principale que leurs homologues travaillant dans leur pays de résidence ou que les ménages au Luxembourg dont la personne de référence est née à l'étranger (graphique 3). La part de propriétaires était plus élevée parmi les frontaliers résidant en Belgique (81 %) que parmi ceux résidant en France (77 %) ou en Allemagne (72 %). Parmi les ménages des employés résidant au Luxembourg, si la personne de référence est née à l'étranger, près de la moitié louaient leur logement, contre seulement 15 % si elle est née au Luxembourg. Ce dernier groupe affichait le taux de propriété le plus élevé et la valeur médiane de leur résidence principale était également la plus élevée.

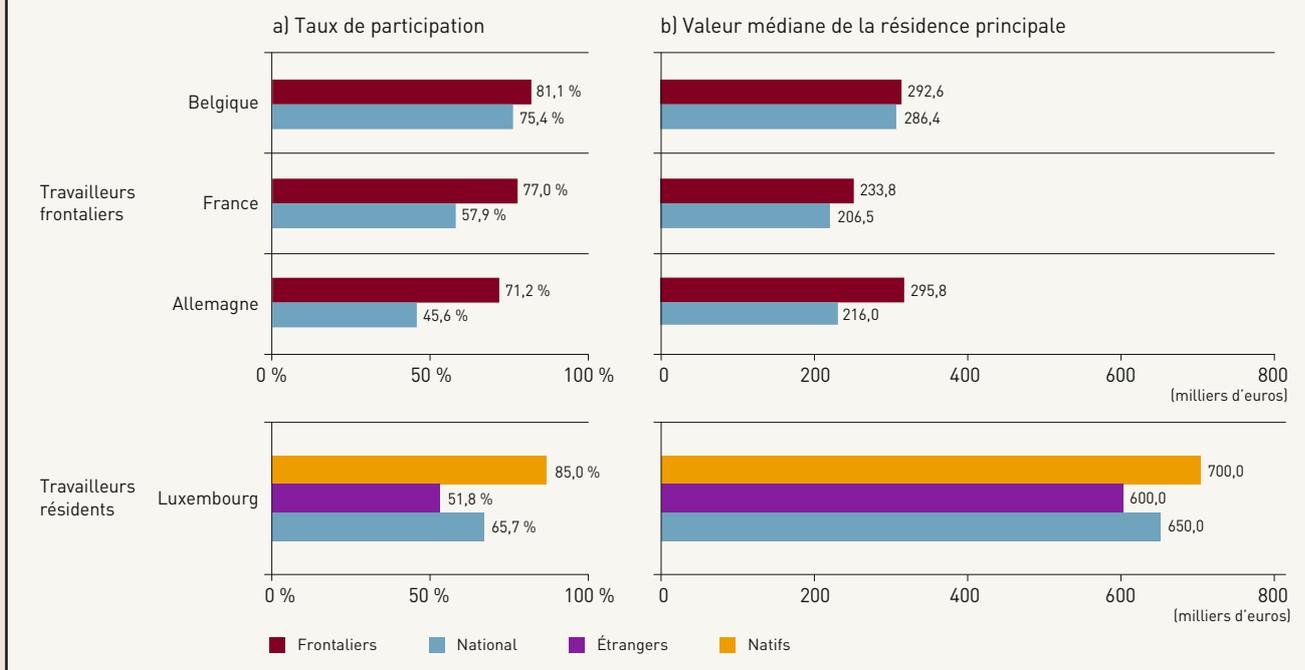


Sources : Calculs BCL basés sur la 3<sup>e</sup> vague des enquêtes XB-HFCS et LU-HFCS. Les données sont pondérées et à imputations multiples.



Sources : Calculs BCL basés sur la 3<sup>e</sup> vague des enquêtes XB-HFCS et LU-HFCS. Les données sont pondérées et à imputations multiples.

Graphique 3  
Résidence principale selon le pays de résidence en 2018



Sources : Calculs BCL basés sur la 3e vague des enquêtes XB-HFCS et LU-HFCS. Les données sont pondérées et à imputations multiples.

Pour les frontaliers qui étaient propriétaires, la valeur médiane de la résidence principale était généralement supérieure à celle de leurs homologues dans leur pays de résidence (graphique 3). En Allemagne en particulier, la valeur médiane de la résidence principale des frontaliers travaillant au Luxembourg dépassait de presque 80 000 euros celle de l'ensemble des employés résidant en Allemagne. La part de ménages qui avaient une dette hypothécaire était aussi plus élevée (de 25,6 points de pourcentage) pour les frontaliers résidant en Allemagne que pour leurs homologues résidant dans le même pays (tableau 4).

En 2018, la plupart des ménages détenaient au moins un type d'actif financier, quel que soit leur lieu de résidence (tableau 3). Le dépôt bancaire était le type d'actif financier le plus courant. Les ménages des frontaliers résidant en Allemagne étaient plus susceptibles d'investir dans des actifs à risque (actions et fonds communs de placement). En comparaison, les ménages des frontaliers résidant en France étaient plus prudents. Parmi les ménages des employés qui résident au Luxembourg, ceux dont la personne de référence est née à l'étranger avaient le plus faible taux de participation aux actifs risqués (14,6 %). Cependant, parmi ceux qui en détenaient, le montant médian était le plus élevé (40 000 euros). Les ménages des frontaliers français avaient un taux de participation aux actifs risqués presque aussi limité, mais parmi ceux qui en détenaient, le montant médian s'élevait à 11 100 euros.

Tableau 3 :

**Actifs financiers – Taux de participation**

(pourcentage)

CARACTÉRISTIQUES	TRAVAILLEURS FRONTALIERS				TRAVAILLEURS RÉSIDENTS		
	BELGIQUE	FRANCE	ALLEMAGNE	TOTAL	NATIFS	ETRANGERS	TOTAL
Actifs financiers	98,1	91,5	93,5	93,6	99,5	96,3	97,6
Dépôts	96,6	90,3	90,5	91,9	99,5	95,9	97,4
Obligations	3,1	1,4	1,6	1,8	1,5	1,2	1,3
Actifs à risque	20,4	14,7	24,2	18,5	15,1	14,6	14,8
Autre investissement financiers	2,3	0,7	3,3	1,7	1,4	1,6	1,5
Pension et assurance vie volontaire	45,7	26,0	55,2	38,2	32,3	17,7	23,8

Source : Calculs BCL basés sur la 3<sup>e</sup> vague des enquêtes XB-HFCS et LU-HFCS. Les données sont pondérées et à imputations multiples.

Frontaliers ou résidents, les ménages des employés au Luxembourg étaient fortement endettés en 2018 par rapport à la moyenne de la zone euro (42 %). **La part des ménages endettés** variait de 57 % pour les ménages des frontaliers résidant en France à 71 % pour les ménages des employés résidant au Luxembourg dont la personne de référence est née au Luxembourg (tableau 4). Ce niveau plus important d'endettement s'explique notamment par un taux de propriété plus élevé (graphique 3).

Tableau 4 :

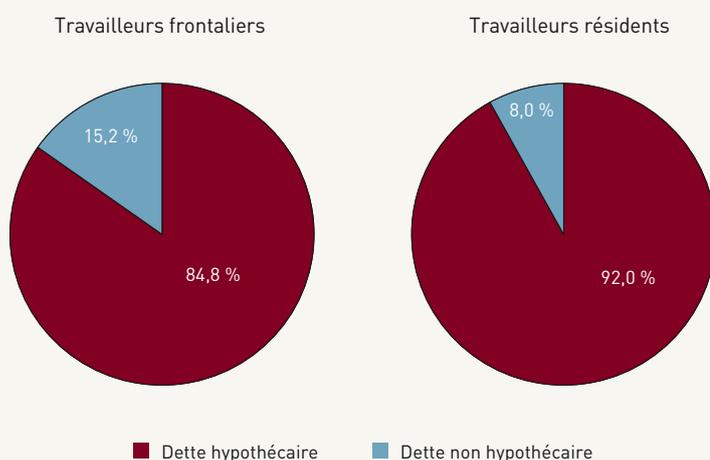
**Taux de participation à la dette en 2018**

(pourcentage)

	TRAVAILLEURS FRONTALIERS				TRAVAILLEURS RÉSIDENTS		
	BELGIQUE	FRANCE	ALLEMAGNE	TOTAL	NATIFS	ETRANGERS	TOTAL
<b>Dette totale</b>	<b>69,7</b>	<b>57,2</b>	<b>63,8</b>	<b>61,9</b>	<b>70,9</b>	<b>59,2</b>	<b>64,1</b>
Dette hypothécaire	43,2	26,3	47,0	35,6	50,5	35,2	41,6
Dette non hypothécaire	47,2	45,1	33,7	42,7	44,5	38,4	40,9

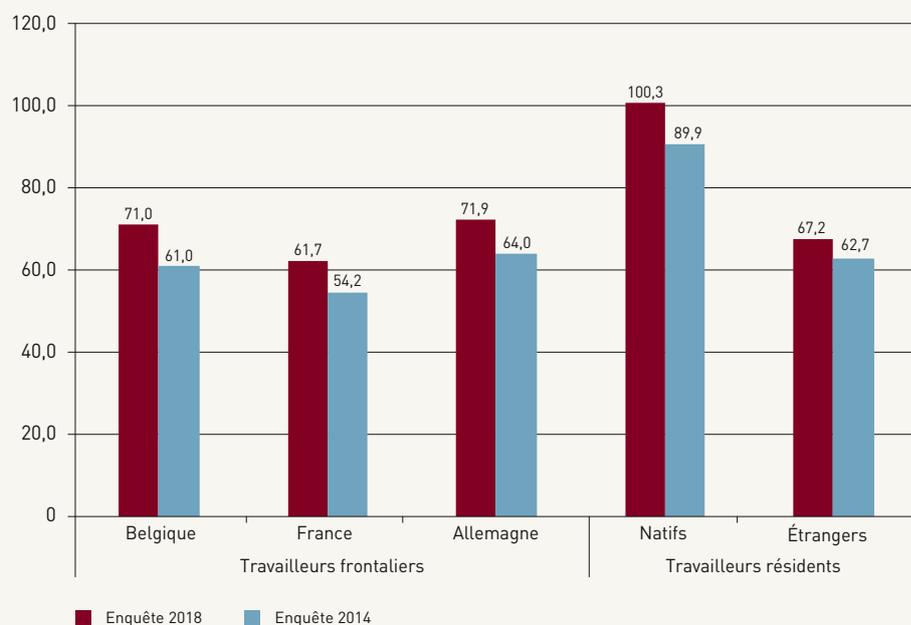
Source : Calculs BCL basés sur la 3<sup>e</sup> vague des enquêtes XB-HFCS et LU-HFCS. Les données sont pondérées et à imputations multiples.

Graphique 4  
Composition de la dette moyenne en 2018  
(pourcentage)



Sources : Calculs BCL basés sur la 3<sup>e</sup> vague des enquêtes XB-HFCS et LU-HFCS. Les données sont pondérées et à imputations multiples.

Graphique 5  
Revenu brut médian par pays de résidence et enquête  
(milliers d'euros)



Sources : Calculs BCL basés sur la 3<sup>e</sup> vague des enquêtes XB-HFCS et LU-HFCS. Les données sont pondérées et à imputations multiples.

Le graphique 4 montre que les ménages s'endettent principalement pour financer leur logement. Les crédits hypothécaires représentaient en moyenne plus de 90 % de la dette des ménages des employés résidant au Luxembourg, soit davantage que pour les ménages frontaliers. Ceci s'explique par les prix immobiliers plus élevés au Grand-Duché.

En 2018, le revenu brut médian était plus élevé parmi les ménages des employés résidant au Luxembourg dont la personne de référence est née au Luxembourg (graphique 5). Le **revenu brut** des frontaliers résidant en France était inférieur à celui des frontaliers résidant en Belgique ou en Allemagne ou à celui des ménages résidant au Luxembourg dont la personne de référence est née à l'étranger. Toutefois, les frontaliers jouissaient d'un revenu brut médian plus élevé que celui des ménages comparables dans leur pays de résidence. Entre 2014 et 2018, les ménages des frontaliers résidant en Belgique ont connu la plus forte progression du revenu brut médian (16,4 %), suivis par les frontaliers résidant en France (13,9 %) et en Allemagne (12,4 %). Cette progression a été plus limitée pour les ménages des employés résidant au Luxembourg dont la personne de référence est née à l'étranger (7,2 %).